PUBLICITE EXTERIEURE

La politique publique relative à la publicité extérieure s'inscrit dans un objectif de qualité du cadre de vie. Elle vise à réduire l'impact des panneaux publicitaires dans l'espace public à travers notamment une diminution du nombre de dispositifs, une réduction des formats ou encore des règles de limitation des nuisances lumineuses dans un contexte de sobriété énergétique et de préservation de la biodiversité nocturne.

La décentralisation de la police de la publicité est entrée en vigueur **au 1er janvier 2024**.

Des nouvelles compétences dévolues aux maires et présidents d'EPCI. Dorénavant, les maires sont compétents pour assurer cette police sur leur territoire, que leur commune soit ou non couverte par un Règlement Local de Publicité (RLP).

Pour l'heure, la Commune n'est pas couverte par un Règlement Local de Publicité (RLP), de ce fait tout projet doit respecter le Règlement National de Publicité (RNP).

Pour toutes demandes et afin de vous accompagner dans votre projet, le service Habitat doit être consulté.

• L'essentiel de la réglementation :

L'affichage publicitaire est réglementé par le code de l'environnement (articles L.581-1 à L.581-45 et R.581-1 à R.581-88).

Les règles s'appliquent à la publicité, aux enseignes et préenseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique.

Le site service-public vous informe de la réglementation relative à la publicité extérieure :

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/N31355>

Textes de lois et références :

- [Code de l'environnement, articles L 581-1 à L 581-45](#)
- [Code de l'environnement, articles R 581-1 à R 581-88](#)

Pour en savoir plus :

Télécharger [le guide pratique](#) de la réglementation de la publicité extérieure.

LES FORMALITES ADMINISTRATIVES

Dépôt du dossier :

- a) **Version papier :** Le dossier doit être adressé (en 3 exemplaires) par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposé contre récépissé en mairie où est envisagé l'installation du dispositif, que la mairie soit couverte ou non par un Règlement Local de Publicité.

Nota : le délai d'instruction est de deux mois à la réception d'un dossier complet.

a) **Version dématérialisée** : création de votre compte :

<https://cuers.geosphere.fr/guichet-unique>

Suivant le dispositif vous devez télécharger le Cerfa correspondant et joindre les pièces demandées :

→ **Déclaration préalable** : télécharger le cerfa

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R24288>

L'installation, le remplacement ou la modification d'un dispositif ou de matériel supportant de la publicité ou d'une préenseigne est soumis à déclaration préalable (article L.581-6 du code de l'environnement).

→ **Autorisation préalable** : télécharger le cerfa

<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R24287>

L'article L.581-18 du Code de l'Environnement stipule que les enseignes y compris temporaires situées sur les immeubles et dans les lieux mentionnés aux articles L.581-4 et L.581-8 du code précité et celles situées sur le territoire d'une commune couverte par un Règlement Local de Publicité, ainsi que d'autres dispositifs particuliers (certains dispositifs de publicité lumineuse, mobilier urbain supportant de la publicité lumineuse...etc), doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable.

Le dossier doit être adressé en 3 exemplaires par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposé contre récépissé : en mairie où est envisagé l'installation du dispositif, que la mairie soit couverte ou non par un Règlement Local de Publicité.
Nota : le délai d'instruction est de deux mois à la réception d'un dossier complet.